



Londres le 13 avril 2010

Les syndicats UNITE the UNION (Royaume Uni) et CGT/RATP (France) se sont rencontrés le 13 avril 2010 dans le cadre du projet de sortie de la RATP du capital de Transdev et de la récupération d'actifs londoniens, notamment le réseau « London United Busways».

Cette rencontre s'est construite sur la base d'une volonté commune à porter une analyse partagée de la situation sociale, économique et stratégique de nos différents groupes (RATP et Transdev) et d'y opposer un socle revendicatif commun.

Pour nous, le syndicalisme au niveau Européen doit construire des initiatives communes sur la base de positionnements partagés. C'est en agissant ensemble que nous formerons un rempart efficace face à des stratégies d'entreprises qui, elles, ne souffrent pas d'incohérence.

Pour nos syndicats, ce projet s'inscrit dans un choix politique au niveau français de remise en cause des entreprises publiques dans leur fonctionnement comme dans les partenariats qu'elles mettent en œuvre, notamment celui entre la RATP et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les salariés ne doivent pas être les victimes de décision stratégique et politique au niveau des groupes, le niveau social et celui de l'emploi doivent être maintenus et développés.

Répondre aux besoins grandissants des populations, répondre aux enjeux environnementaux passe, inévitablement, par le développement des réseaux de transport collectif. Force est de constater que le projet de sortie de la RATP du capital de Transdev et le rapprochement de Transdev et de Veolia Transport est loin de répondre à cette ambition. Elle se fonde, au contraire, exclusivement sur un choix politique de privatisation de Transdev afin de conforter le groupe Veolia dans ses résultats financiers, dans les dividendes reversés à ses actionnaires.

Les salariés, du Royaume Uni comme de France ne doivent pas être les victimes de cette « guerre économique ». Leurs acquis doivent être maintenus et développés, particulièrement dans les domaines de l'emploi, des salaires et des retraites, ce dernier point appelant à un engagement fort de la part de RATP Dev au Royaume Uni.

La RATP Dev, dans sa future implantation à Londres, devra être exemplaire, tant du point de vue de la qualité qu'attendent les usagers de transports collectifs, de leur nécessaire développement, qu'en terme de gestion du personnel, de la politique sociale, du respect des Organisations Syndicales.

Nos Organisations Syndicales ont convenu de maintenir un travail constant d'échange d'information et de recherche de positionnement et revendication commune afin de lutter contre le « dumping social », afin de permettre à chaque salarié de vivre dignement des fruits de son travail et de pouvoir prétendre à une retraite de haut niveau.

**CGT-RATP**

**Jacques Eliez**  
**Secrétaire général**

**UNITE the UNION**

**Patrick D'Cruz**  
**Responsable syndical**



London, April the 13th, 2010

Unite the Union (Great-Britain) and CGT-RATP (France) Union representatives met on April 13th 2010, within the framework of the project of RATP exit of Transdev capital, and assets recovery in London, in particular London United Busways network.

That meeting was built on the common will to carry on a shared analysis of our companies' –RATP and Transdev- social, economic and strategic situation, and to set a common claiming base.

We both think that trade unionism has to build up common initiatives at European level on the basis of shared views. While acting together we shall form a useful barrier against companies' strategies which do not suffer incoherence.

For our unions, this project is in keeping with the French political choice to question public owned companies in their operation and their partnerships, especially the one between RATP and the Caisse des Dépôts et Consignations.

Workers must not be the victims of groups' strategic and political decisions; employment and social standings must be guaranteed and developed.

Answering the populations' growing needs and the environmental stakes unavoidably passes through the development of collective transport networks. We have to admit that the project of RATP exit of Transdev capital and of Transdev' and Veolia Transport's merger, is far from answering this ambition. On the contrary, it appears to be exclusively based on the political choice to privatize Transdev in order to consolidate Veolia group in its financial results and shareholders' dividends.

Nor British nor French workers must be the victims of this « economic war ». Their standings must be guaranteed and developed, especially regarding their employment, wages and retirement pensions, this latest point calling for a strong undertaking from RATP Dev in Great-Britain.

In its future setting-up in London, RATP Dev will have to be exemplary, as regards as the quality expected from collective transport users, their necessary development, staff management, social policy and the respect for unions.

Our unions agreed to keep on exchanging regular information and seeking common claimings and demands, in order to fight against social dumping, to allow every employee to take advantage of his work with dignity and to aspire after a high-level retirement pension.

**Unite the Union**

**Patrick D'Cruz**  
**Company Convenor London United (Transdev)**

**CGT-RATP**

**Jacques ELIEZ**  
**Secretary General**